



Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées

Référence : 20210531-RAP-63-0706-Inspection-PRAXY-V2.odt

Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL	
Société PRAXY Centre ZI des Listes ISSOIRE		S3IC	0056-01759
		Priorité DREAL	<input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre
		Régime	<input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC
		SEVESO / IED	<input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input checked="" type="checkbox"/> IED
Activité principale: collecte, stockage et recyclage métaux ferreux et non ferreux, broyage de VHU			
Date du contrôle: 31/05/2021			
Inspecteurs: <input type="text"/>			
Type de contrôle			
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée		<input type="checkbox"/> Inspection planifiée	
<input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle	
Circonstances du contrôle			
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL		<input type="checkbox"/> Plainte	
<input checked="" type="checkbox"/> Incident/Accident du 6 avril 2021		<input checked="" type="checkbox"/> Autre : avancement des travaux	
Thèmes du contrôle		<ul style="list-style-type: none"> • Déchets • Incendie du 6 avril 2021 	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)			
<ul style="list-style-type: none"> • Zone 3 : activité de broyage (lieu de l'incendie du 6 avril 2021) 			
Référentiel(s) du contrôle			
<ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 20 juillet 2009 modifié • Arrêté préfectoral n°20210629 du 7 avril 2021 suspendant l'activité et portant imposition de prescriptions de mise en sécurité, de mesures immédiates prises à titre conservatoire et les conditions de reprise de l'activité du site d'Issoire de la société PRAXY CENTRE à la suite de l'accident survenu en date du 6 avril 2021 			
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)			
Nom	Société	Qualité	
<input type="text"/>			
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule DIASSP <input checked="" type="checkbox"/> Autre : SIDPC 63 (Commandant CUBIZOLLES)		

Annexe 1 – Fiche de constats¹

1. Suites de l'inspection du 7 avril 2021

Constat N°1 : premiers éléments sur les circonstances et l'origine de l'incendie

Le rapport d'inspection du 12 avril 2021 demandait à l'exploitant que le rapport d'accident comporte :

- le listing des incidents enregistrés au cours du mois qui a précédé l'incendie ;
- un historique des incidents constatés sur le site et une analyse des circonstances de ceux-ci afin de déterminer si l'origine du sinistre du 6 avril 2021 pourrait avoir un de ces origines.

Le listing des incidents d'exploitation du 01/03/2021 au 06/04/2021 a été fourni dans le premier rapport d'accident de l'exploitant transmis le 14 avril 2021. Il conclut à l'absence d'incident majeur pouvant avoir un lien avec l'incendie du 6 avril 2021.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	article 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 avril 2021	-	

Constat N°2 : substances à l'origine ou générées pendant l'accident / stratégie de prélèvement et de surveillance des éventuelles conséquences de l'incendie sur l'environnement du site

Le rapport d'inspection du 12 avril 2021 demandait à l'exploitant :

- de transmettre à l'inspection l'ensemble des résultats des prélèvements réalisés dans l'environnement, sous sa responsabilité, par le cabinet EODD et ATMO Auvergne-Rhône-Alpes ;
- de comparer ces résultats aux valeurs réglementaires lorsqu'elles existent ou, à défaut, à des normes de référence habituelles admises et ce afin de déterminer un éventuel impact de l'incendie sur l'environnement sur et hors site.

Les conclusions d'ATMO Auvergne-Rhône-Alpes ont été transmises le 30 avril 2021 et mises en ligne sur le site internet de la préfecture.

Le rapport final du cabinet EODD (pour les matrices sol, eau et sédiment) a été transmis le 10 mai 2021. Les résultats des observations et analyses amènent aux conclusions suivantes :

- **Eaux d'incendie** : les concentrations en métaux lourds, DCO et DBO5 sont inférieures aux valeurs limites d'émissions de l'arrêté préfectoral de Praxy Centre. Détection de polluants traceurs des incendies tels que les HAP, les PCB DL, les Dioxines et Furan, les concentrations relevées demeurant néanmoins peu significatives ;
- **Sols** : les résultats d'analyse ne permettent pas d'identifier de marquage environnemental lié au panache de l'incendie :
 - les concentrations en dioxine/furane sont du même ordre de grandeur dans la direction du panache, en amont comme latéralement. En valeur, les concentrations sont représentatives de celles couramment trouvées dans les zones urbaines. Enfin, la signature chimique des polychlorés dans les sols ne semble pas correspondre à la signature des eaux d'incendie. Il n'est donc pas démontré de marquage environnemental du panache de l'incendie sur la qualité

¹ L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

des sols ;

- les teneurs pour les autres composés, en particulier au droit de l'échantillon Témoin et de P1, sont à rapprocher d'un impact de l'ensemble des activités industrielles du quartier plus que de l'incendie ;

•Eaux souterraines, superficielles et sédiments:

- Eaux souterraines: Exception faite d'une charge organique légèrement élevée (DCO à 30ppm), les eaux souterraines présentent des concentrations pour les éléments recherchés sous formes de traces ou inférieures aux seuils de quantification du laboratoire. Il n'est pas identifié d'impact des eaux d'incendie sur la qualité de la nappe au point d'échantillonnage ;
- Eaux superficielles et sédiments (Allier): à la nuance près du mode de calcul pour le PCDD/F-TEQ, quantifié sous forme de traces, les eaux d'incendie ont été sans impact sur la qualité des eaux superficielles et des sédiments au point d'échantillonnage.

EODD a par ailleurs recommandé à Praxy Centre de **procéder au comblement des piézomètres non utilisés conformément aux règles de l'art afin d'éviter toute intrusion accidentelle de polluants dans la nappe.**

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	-	3 mois	Procéder au comblement des piézomètres non utilisés conformément aux règles de l'art afin d'éviter toute intrusion accidentelle de polluants dans la nappe.

Constat N°3 : conséquences du sinistre

Le rapport d'inspection du 12 avril 2021 demandait à l'exploitant de préciser dans son rapport d'accident :

- la sensibilité des zones exposées au panache de l'incendie (présence d'élevages et de cultures voisines, captages AEP, habitations, ERP, crèches, hôpitaux et autres enjeux vulnérables...)
- l'inventaire des déchets générés par l'incendie (quantités, nature et dangerosité), les filières de traitement et leurs modalités de stockage dans l'attente de leur élimination.

La sensibilité des zones exposées au panache a été présentée dans le rapport d'accident transmis le 14 avril 2021 mais également dans la stratégie d'échantillonnage mis en place par ATMO et le cabinet EODD.

L'inventaire des déchets a été effectué dans le rapport d'accident précité et les filières de traitement ont été précisées en séance (Cf. constat 10).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Articles 3.3 et 6 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 avril 2021	-	

Constat N°4 : Respect des seuils de fonctionnement autorisés par l'article 1.2.1 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié.

Dans le rapport d'inspection du 12 avril 2021, il a été demandé à l'exploitant de fournir un état de stock sur la période du 1^{er} mars 2021 au 06 avril 2021, détaillé à la journée, intégrant les flux entrants et sortants de déchets ainsi que les quantités journalières de déchets broyés. L'exploitant devait par ailleurs préciser les modalités de gestion de ce stock qu'il a appliquées sur cette même période (notamment sur les déchets traités en priorité).

Ces éléments ont été inclus dans le rapport d'accident détaillé transmis le 7 mai 2021.

Le stock a été globalement stable dans le mois qui a précédé l'accident : 4 849 tonnes au 01/03/2021 et 4 969 tonnes au 06/04/2021, avec un minimum à 4 025 tonnes le 12/03/21 et un maximum à 5 194,22 le 26/03/21 à la fin de la semaine de maintenance et d'arrêt du broyeur du 15/03 au 23/03/2021.

L'article 1.2.1 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié fixe à 6 000 tonnes le stock maximum de déchets en attente de broyage.

Le tonnage entrant moyen sur cette période s'élève à 249 tonnes par jour pour une quantité traitée de 237 tonnes par jour. Les quantités réceptionnées étaient donc traitées dans la journée mais le stock présent a été peu entamé sur cette période.

Habituellement en moyenne hebdomadaire, PRAXY mélange 50% de ferrailles à broyer issues du stock et 50% issues des entrées. En général, le stock de ferraille à broyer passe par un stock « zéro » (inférieur à 500 tonnes soit 2 jours de production) 3 à 4 fois / an. Le dernier stock « zéro » remonte à août 2020.

Durant cette période de fort apport lié au prix élevé de ferraille (observé depuis décembre 2020), PRAXY a choisi de broyer en priorité la marchandise entrante sur site afin de garder une zone de réception dégagée pour trier la marchandise entrante (tri des bouteilles de gaz, réservoir GPL, gros morceaux, imbroyables....).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	article 1.2.1 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié article 4 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 avril 2021		

Constat N°5 : article 2.1.3 de l'AP du 20 juillet 2009

Dans le rapport d'inspection en date du 12 avril 2021, il a été demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection :

- la procédure relative à l'identification de déchets non admissibles ;
- une copie du registre des refus portant les indications demandées au registre des entrées et précisant la destination du déchet refusé (période allant du 1^{er} janvier 2020 au 6 avril 2021)

La procédure de réception a été fournie en annexe du rapport d'accident transmis le 14 avril 2021.

Une copie du registre a été fournie pour 2020 et 2021 sur lequel figure 15 refus pour 2020 et 1 en février 2021. Les refus portent sur des lots de déchets contenant des stériles, des bouteilles de gaz des cuves GPL et des pneus.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	article 2.1.3 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié		

Constat N°6 : article 7.6.6 de l'AP du 20 juillet 2009 – Pollution des milieux récepteurs

« Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimale de 240 m³. Le dispositif de confinement est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation, il devra être aménagé d'un raccord d'alimentation ou d'aspiration utilisable par le service d'incendie et de secours de façon à pouvoir réutiliser une partie de cette réserve.

Le rejet de ces eaux au milieu naturel est empêché par fermeture d'une vanne. »

Compte tenu du fait que, durant l'incendie, les eaux d'extinctions n'ont pas été totalement dirigées vers le bassin de rétention prévu à cet effet, il a été demandé à l'exploitant dans le rapport d'inspection en date du 12 avril 2021

- d'identifier le point bas qui empêche l'utilisation de la pleine capacité du bassin de rétention des eaux d'extinction et de proposer à l'inspection un plan d'actions visant à le supprimer associé à un échéancier ferme de réalisation ;
- d'étudier la capacité de rétention minimale à mettre en place pour éviter tout rejet dans le réseau pluvial ou d'assainissement.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté ses conclusions vis-à-vis de cette problématique. Il s'avère qu'au niveau de la zone de broyage, la dalle présente une double pente, l'une sud vers nord (dirigeant les eaux vers la rétention) et une autre ouest vers est, c'est-à-dire vers l'entrée du site.

Un projet de récupération des eaux d'extinction a été présenté et vise, d'une part, à recueillir les eaux pouvant s'écouler sur cette seconde et, d'autre part, à ajouter une capacité de rétention supplémentaire.

Ce projet est toujours en cours d'étude. PRAXY envisage la réalisation des travaux correspondant d'ici la fin de l'année 2020.

La remise de l'étude présentant le projet et le calendrier de réalisation seront repris dans l'arrêté préfectoral autorisant le redémarrage des activités de broyage du site.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.6.6 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié		

Constat N°7 : article 7.6.3 de l'AP du 20 juillet 2009 – Ressource en eau

« L'établissement dispose a minima... quatre poteaux d'incendie protégés contre le gel normalisés de diamètre 100 mm assurant un débit simultané de 60 m³/h ou tout dispositif équivalent ; »

Suite à l'incendie, le COS a estimé que la défense incendie de la zone 3 du site PRAXY était insuffisante face à l'ampleur du sinistre : le SDIS n'a pu gréer que 6 lances de 500 l/min chacune. Il aura fallu environ 6 heures pour que les secours tirent une conduite d'environ 8 km vers l'Allier et fassent venir les engins spécialisés nécessaires (échelles, fourgons mousse, dévidoirs, canons, motopompes, etc.)

Pour remédier à cette situation, il a été demandé à l'exploitant dans le rapport d'inspection en date du 12 avril 2021 de proposer à l'inspection sous 6 mois des solutions d'amélioration de sa défense incendie de la zone 3.

L'exploitant a rencontré le SDIS le 21 mai afin d'échanger sur cette question. Afin de réduire les besoins en eaux d'extinction, le recyclage de ces eaux par le biais d'un bassin situé au sud (et non contaminé par les eaux chargées du site) a notamment été évoqué, tout comme la réduction du stock de déchets en attente de broyage.

PRAXY a également échangé avec SUEZ afin d'obtenir le plan d'ingénierie du réseau d'eau incendie et s'assurer que le maillage permettrait de faire fonctionner plus que deux poteaux incendies de 60 m³/h en simultané. L'objectif de PRAXY est d'étudier la possibilité d'actionner les poteaux dans un ordre donné et avec une gamme de montée en pression définie afin de ne pas mettre en défaut le réseau.

L'étude visant à améliorer la défense incendie de la zone 3 du site PRAXY sera reprise dans l'arrêté préfectoral autorisant le redémarrage des activités de broyage du site.

La modification de la gestion du stock de déchets en attente de broyage tenant compte du retour d'expérience du sinistre survenu le 6 avril 2021 a été abordée durant l'inspection.

En premier lieu, PRAXY envisage de réduire ce stock à 2000 tonnes durant la phase de travaux de réfection du dallage. Une fois la dalle de la zone de broyage remise en état, l'exploitant a indiqué que la réduction permanente du stock impliquait une organisation interne PRAXY et une gestion des apports différentes (sélection des fournisseurs via une planification des apports).

Avant le redémarrage du site, il est nécessaire que PRAXY détaille le calendrier des travaux de réfection complète de la dalle et propose à l'inspection un stock maximal de déchets en attente de broyage pendant la durée des travaux de réfection de la dalle.

Par ailleurs, l'étude visant à optimiser la gestion des apports de déchets et à réduire in fine le stock de déchets en attente de broyage sera reprise dans l'arrêté préfectoral autorisant le redémarrage des activités de broyage du site, sachant que celle-ci aura des conséquences sur la définition des moyens d'extinction et de la capacité de rétention.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Articles 5.1.3 et 7.6.3 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié	Avant redémarrage	<p>Détailler le calendrier des travaux de réfection complète de la dalle</p> <p>Proposer à l'inspection un stock maximal de déchets en attente de broyage pendant la durée des travaux de réfection de la dalle.</p>

Constat N°8 : article 7.4.1 de l'AP du 20 juillet 2009 – Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents

Afin de prévenir l'embrasement d'un feu couvant, il a été demandé dans le rapport d'inspection du 12 avril 2021 que l'exploitant équipe, sous 3 mois, son personnel de gardiennage de moyens portables de détection

(caméra thermique, etc.) et de prévoir les consignes d'utilisation dans le cadre de celles définies à l'article 7.4.1 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié.

PRAXY a indiqué avoir reçu des devis en vue d'acquiescer ce type de dispositif mais s'interroge sur leur pertinence au regard de la géométrie du stock de déchets en attente de broyage.

En tout état de cause, l'inspection maintient sa demande visant à disposer sur site, avant le redémarrage de l'activité de broyage, d'un dispositif de détection par points chauds efficace et opérationnel, avec la mise à jour des consignes correspondantes.

Cette demande sera reprise dans l'arrêté préfectoral autorisant le redémarrage des activités de broyage du site.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input checked="" type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.4.1 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié	3 mois	-

2. Nouveaux constats

Constat N°9: article 5 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 avril 2021 – Gestion des eaux d'extinction

« Les eaux d'extinction doivent faire l'objet d'analyses en fonction des substances pertinentes identifiées au regard des produits concernés par l'incendie et des substances retrouvées dans les analyses réalisées en application de l'article 3.3.

L'exploitant fournit un examen de l'acceptabilité du rejet de ces eaux d'extinction vers les eaux superficielles voisines ou vers le réseau d'assainissement. »

Le devenir des eaux d'extinction recueillies dans la capacité de rétention du site n'a pas été précisé.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	article 5 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 avril 2021	Avant redémarrage	Informez l'inspection du devenir des eaux recueillies dans la capacité de rétention du site.

Constat N°10: article 5 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 avril 2021 – Gestion des déchets liés au sinistre

« Les déchets non dangereux produits par le sinistre sont évacués vers une installation autorisée à recevoir lesdits déchets ; l'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme. Pour les déchets dangereux, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un programme d'évacuation des déchets présents sur le site et issus du sinistre dans des filières autorisées (certificat

d'acceptation préalable) dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.
L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus du sinistre dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection la justification de cette élimination conforme. »

PRAXY a indiqué avoir évacué 2 177,30 tonnes de ferraille brûlée mais peu impactée et donc pouvant être broyée. Ces déchets ont été expédiés vers les sites de GDE à Salaise (38) et Derichebourg à Saint-Pierre-de-Chandieu (69). **L'inspection demande que les bons d'expéditions correspondant lui soient transmis.**

Deux autres types de déchets sont encore présents sur site :

- mélange de terres brûlées : 480,92 tonnes toujours chez PRAXY. Elles sont stockées en zone 4 sur la zone de stockage de stériles de broyage dans l'attente de l'accord du VALTOM pour être acceptées sur l'ISDND de Puy-Long ;
- blocs fondus de ferraille, certains faisant jusqu'à 60 tonnes : PRAXY estime ce stock à 2000 tonnes. Au jour de l'inspection, PRAXY envisageait d'envoyer ces déchets pour élimination en Espagne.

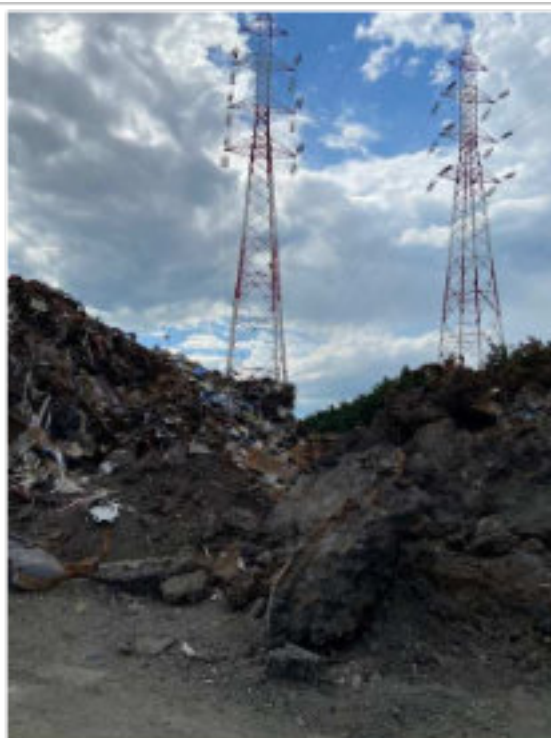
De plus, l'inspection demande que les quantités de déchets restantes à évacuer ou à traiter sur site ainsi que leurs destinations lui soient précisées.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	article 5 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 avril 2021	1 mois	Transmettre les bons d'expéditions correspondant aux tonnes de ferraille brûlée envoyées vers les sites de Salaise et de Saint-Pierre-de-Chandieu. Préciser les quantités de déchets restantes à évacuer ou à traiter sur site et leurs destinations.

Constat N°11: article 7.1.2 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié – zonage internes à l'établissement

« Le stockage de ferrailles et de VHU ne pourra dépasser une surface de 2 100 m² et une masse de 6 000 t et doit se trouver en tout point à 30 m de la ligne électrique à très haute tension ».

L'inspection sur site a montré que les stockages de déchets en attente de broyage étaient situés sous la ligne à très haute tension.



Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input checked="" type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.1.2 de l'AP du 20 juillet 2009 modifié	2 mois	Déplacer le stock de déchets en attente de broyage de façon à respecter, en tout point, une distance de 30 m de la ligne électrique à très haute tension.

Constat N°12 : Remise en service (article R.512-70)

« La remise en service des activités du site visées à l'article 2 est subordonnée à :

- la transmission des éléments prescrits par le présent arrêté ;
- la remise d'un dossier attestant de la remise en état de l'installation en toute sécurité et dans les règles de l'arrêté d'autorisation du site ;
- la démonstration de la mise en œuvre de moyens matériels et humains adaptés et suffisants pour exploiter les installations en toute sécurité ;
- la réparation des installations endommagées ;
- la mise en œuvre des actions correctives identifiées dans le rapport d'accident ou dans les rapports d'expertise ;

La décision relative à la remise en service de ces activités interviendra à l'issue de l'analyse, par l'inspection des installations classées, des éléments fournis par l'exploitant pour l'application de l'article 2 du présent arrêté. »

L'ensemble des éléments précité a été fourni à l'inspection à l'exception de la réparation de la dalle de la zone de broyage (Cf . constat n°7) et de la transmission des justificatifs relatifs aux constats n°9 et 10.

Après échange avec l'exploitant sur son protocole de remise en service et de mise en conformité de ses installations, il ressort les éléments suivants :

- Réalisation d'une étude de faisabilité visant à réduire le volume maximum de déchets en attente de

broyage stocké sur site, élaboration d'un nouveau plan des stockages et optimisation de la gestion du stock visant à suivre et à réduire la durée de séjour des déchets sur site (y compris durant les périodes de maintenance du broyeur). Calendrier proposé : 31/12/2021 ;

- Mise à jour de l'étude de dangers pour le 31/12/2021 comportant notamment :
 - une analyse des risques liés au stockage de déchets (en attente de broyage et broyés) et portant notamment sur les procédures de vérification des opérations de dépollution des VHU mises en place par PRAXY ;
 - une analyse des risques liés au fonctionnement du broyeur ;
 - une analyse liée à la configuration (actuelle et future) des zones à risques du site.
- Réalisation d'une étude d'amélioration de la défense incendie du site afin de répondre au besoin en eaux d'extinction déterminée à partir du retour d'expérience de l'incendie du 6 avril 2021 et des scénarios définis par l'EDD précitée. La proposition répondra au référentiel APSAD en vigueur et intégrera les éventuelles recommandations émises par le SDIS (tel que la mise en place d'une réserve d'eau additivée). Les propositions techniques définies dans ce cadre doivent être remises à l'inspection avant le 31/12/2021 ;
- Réalisation d'une étude de définition des besoins en capacité de recueil des eaux d'extinction du site en lien avec l'étude d'amélioration de la défense incendie du site. L'ensemble des eaux d'extinction susceptibles de s'écouler sur la zone 3 devront pouvoir être recueillies. Les propositions techniques définies dans ce cadre, intégrant la création d'un relevé déporté de la capacité de rétention existante, doivent être remises à l'inspection avant le 31/12/2021 ;
- Étude de définition d'un dispositif fixe de détection des points chauds au niveau de la zone de stockage des déchets en attente de broyage, comprenant les modalités de transferts d'alarme) à remettre avant le 01/11/2021 en vue d'une mise en place avant le 31/12/2021. Dans l'attente, un dispositif mobile ou tout moyen équivalent sera mis en place et pris en compte dans les procédures de surveillance existantes (rondes dont la fréquence sera adaptée aux enjeux définis par l'exploitant).

Dans l'attente des conclusions de l'étude de réduction et d'optimisation des stockages de la zone 3 et de l'étude de dangers, l'inspection demande à PRAXY de réduire le volume maximal de déchets en attente de broyage pouvant être stocké sur site à 2 000 tonnes.

Un projet d'arrêté, reprenant ces éléments ainsi que ceux mentionnés comme tel dans les constats précédents est joint au présent rapport afin de recueillir l'avis de l'exploitant.

L'exploitant fera part de ses observations sous 1 mois et en tout état de cause avant l'autorisation de redémarrage de son activité de broyage.

L'inspection sur site a également permis de constater la présence de la nouvelle grue sur site.



Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input checked="" type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 512-70 du code de l'environnement	15 jours et avant redémarrage	Faire part de vos observations éventuelles sur le projet d'arrêté encadrant le redémarrage des activités du site.